****

**Communiqué de presse**

**Un nouveau projet d'approvisionnement en eau résiliant aux changements climatiques assurera l'approvisionnement en eau potable de 450 000 personnes aux Comores**

**« *Les enfants auront de l'eau à boire, les agriculteurs pourront cultiver avec succès et nourrir leur famille, et nous pourrons adapter notre économie et notre société aux risques de catastrophes posés par le changement climatique »*, a déclaré le Ministre Moustadroine Abdou au sujet de l'approbation par le Conseil d’Administration du Fonds Vert pour le Climat d’un projet novateur soutenu par le PNUD**

**18 octobre 2018, Comores** - Dans un Petit État insulaire en développement comme les Comores, l'eau, c'est la vie. Grâce à une nouvelle subvention de 41,9 millions de dollars américains du Fonds vert pour le climat (GCF), le Gouvernement des Comores, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et une large coalition d'autres acteurs internationaux, intensifient leurs efforts pour garantir un approvisionnement en eau résilient au changement climatique pour 450.000 personnes, une étape audacieuse dans la définition d’une voie durable vers un développement résilient au changement climatique, sobre en carbone, pour un pays où 80% de la population rurale vit toujours dans la pauvreté.

« *Ce nouveau projet touchera directement plus de la moitié des habitants des Comores et indirectement 9 personnes sur 10, en s’assurant que les enfants ont de l'eau à boire, que les agriculteurs peuvent faire une agriculture productive / assurer des récoltes fructueuses et nourrir leur famille, et que nous pouvons rendre notre économie et notre société plus résilientes aux risques de catastrophes liés au changement climatique* », a déclaré M. Moustadroine Abdou, Ministre de l'Énergie, de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement des Comores, chargé de la gestion des ressources en eau. « *Ce soutien est essentiel pour concrétiser les engagements mondiaux visant à éliminer la faim, et la pauvreté d'ici 2030 et à atteindre nos contributions déterminées au niveau national exprimées lors de l'Accord de Paris* ».

Les impacts du changement climatique menacent de faire régresser les progrès récents en matière de développement aux Comores - où environ 80% de la population rurale dépend de l'agriculture pluviale. Les modèles des Nations Unies indiquent une réduction potentielle des précipitations de la saison sèche pouvant atteindre 47% d'ici 2090 aux Comores, une augmentation des pluies pendant la saison des pluies et une activité cyclonique plus intense.

L'accès aux eaux de surface sur trois des petites îles des Comores est un défi. L'île principale de la Grande-Comore ne dispose pas d'eau de surface, ce qui oblige les villes côtières à exploiter des ressources en eaux souterraines marginales et fortement exposées aux aléas climatiques. Les communautés rurales des hautes terres, qui représentent 50% de la population de l’île, dépendent uniquement de la récupération de l’eau de pluie. Sur les deux îles les plus reculées et les plus pauvres d’Anjouan et de Mohéli, il n’existe aucune ressource en eau souterraine prouvée et la population dépend entièrement de cours d’eau variables en fonction des saisons.

« *Avec une capacité de stockage d'eau limitée, nous devons prendre des mesures immédiates pour améliorer notre capacité de collecte et de stockage de l'eau et assurer la gestion durable de cette ressource naturelle essentielle à long terme* », a déclaré le Directeur Général de l'Environnement et des Forêts, M. Elamine Youssouf Mbechezi.

Le projet est conforme à la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable des Comores (SCA2D) et à la vision du Gouvernement de réduire la pauvreté et d’élargir l’accès à une eau potable et à des installations d’assainissement fiables et sûres, en particulier pour les personnes les plus vulnérables, comme les petits exploitants qui dépendent de l’agriculture pluviale pour nourrir leurs familles.

« *Ce projet d'une durée de huit ans aboutira à un changement de paradigme national en matière de gestion des ressources en eau, nous permettant ainsi de respecter nos engagements d'augmenter l'approvisionnement en eau de 100% de nos citoyens d'ici 2030 et de fournir à tous nos agriculteurs un accès à l'eau d'irrigation* », a déclaré le Ministre Moustadroine Abdou.

Le projet renforcera la gestion des ressources en eau et la surveillance de l'environnement, améliorera la gestion et la préservation des eaux souterraines, étendra les infrastructures de surveillance hydrologique et météorologique, protégera les écosystèmes et régulera le débit des cours d'eau, et intégrera les populations locales dans la gestion des ressources en eau.

Le projet, doté de 60 millions de dollars, sera mis en œuvre par le Ministère de l'Énergie, de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, chargé de la gestion des ressources en eau, en collaboration avec les autorités insulaires, les prestataires de services d'eau, les associations d'usagers de l'eau, les communautés et leurs partenaires au développement. Une large coalition comprenant la China Geo-Engineering Corporation, le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et le PNUD s'est réunie pour fournir un cofinancement de plus de 18 millions de dollars américains à ce projet, dont une subvention de 2 millions du PNUD, un don en nature de 1,9 million de la China Geo-Engineering Corporation et de 290 000 de FADES.

Le projet permettra d'améliorer la gestion intégrée des ressources en eau dans 32 bassins versants, la surveillance et la gestion de l'eau, de renforcer les capacités de planification de l'eau afin de soutenir des institutions fortes et d'informer un système de tarification de l'eau pour assurer la durabilité, de construire d’importantes infrastructure permettant d’augmenter la résilience des installations d'approvisionnement en eau. Elles pourront ainsi opérer toute l'année pendant les saisons sèche et humide et protéger les personnes des impacts des inondations et de la sécheresse sur l’approvisionnement en eau potable.

Le projet travaillera conjointement avec d'autres projets appuyés par le PNUD aux Comores sur le renforcement de la résilience des Comores face aux changements climatiques et aux catastrophes liées à la variabilité, l'adaptation de la gestion des ressources en eau aux Comores afin d'accroître leur capacité à faire face au changement climatique, l'amélioration de la capacité d'adaptation et la résilience au changement climatique dans le secteur de l'agriculture aux Comores et aider les Comores à faire progresser leur processus de Planification Nationale de l’Adaptation (PNA)

**Contribuer à des objectifs globaux**

Selon le *New Climate Economy Report*, plus de la moitié de la population mondiale, soit environ 4,3 milliards de personnes, vit dans des zones où la demande en ressources en eau dépasse l’offre durable pendant au moins une partie de l’année.

« *Pour les Petits États insulaires en développement comme les Comores, où la pauvreté constitue un défi majeur, l'accès à l'eau peut faire la différence entre la vie et la mort, entre la prospérité et la pauvreté* », a déclaré le Représentant résident du PNUD, M. Matthias Naab.

Avec des fonds provenant de fonds verticaux - y compris le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l’environnement mondial (GEF) et le Fonds pour l’adaptation -, le PNUD a aidé 190 millions de personnes dans le monde à mettre en œuvre des programmes intégrés de gestion de l’eau pour les masses d’eau douce. Vingt-deux pays ont adopté des pratiques de gestion intégrée des ressources en eau et 46 pays ont amélioré leurs pratiques de gestion des déchets, selon le rapport annuel de l'unité de financement de l'environnement du PNUD pour l'environnement mondial ([UNDP Global Environmental Finance Unit Annual Report](http://adaptation-undp.org/resources/annual-reports/2017-undp-gef-annual-performance-report)).

Le PNUD travaille avec les gouvernements pour accélérer leur accès aux fonds verticaux tels que le Fonds vert pour le climat. Une analyse récente indique que les projets soutenus par le PNUD comptent pour 44% du nombre total de bénéficiaires des actions climat financées par le GCF, qui devraient accroître la résilience de 217 millions de personnes dans le monde.

Des mesures immédiates sont prises dans le monde entier pour concrétiser les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris. Le PNUD, en partenariat avec les gouvernements nationaux, des mécanismes financiers tels que le Fonds vert pour le climat, d’autres agences des Nations Unies et une multitude d’acteurs des secteurs public et privé intensifient leurs activités dans le monde entier pour protéger nos populations et notre planète des conséquences catastrophiques des désastres connexes.

*« Pour les habitants des Comores, de tels projets permettront aux familles d’accroître leurs moyens de subsistance, d’assurer la santé des enfants et de stimuler leur esprit et de briser le cycle de la pauvreté une fois pour toutes* », a déclaré Matthias Naab.

**À propos de GCF**

Le Fonds vert pour le climat ([GCF](http://www.greenclimate.fund/who-we-are/about-the-fund)) est un nouveau fonds mondial créé pour soutenir les efforts des pays en développement à relever le défi du changement climatique. Le GCF aide les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter au changement climatique. Il vise à promouvoir un changement de paradigme en faveur d'un développement à faibles émissions de carbone et résilient au changement climatique, en tenant compte des besoins des pays particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique.

**À propos du PNUD**

Le PNUD collabore avec des personnes de tous les niveaux de la société pour aider à bâtir des sociétés capables de résister à la crise, stimuler et maintenir un type de croissance qui améliore la qualité de la vie de tous. Sur le terrain dans près de 170 pays et territoires, nous offrons une perspective globale et une vision locale pour aider à autonomiser des vies et à bâtir des nations résilientes.